



HAL
open science

**Prendre et apprendre d'une recherche-action financée
par le ministère de la Transition écologique. Vue
intérieure sur une recherche-action POPSU menée à
Caumont-sur-Aure (Calvados)**

Pierre Bergel, Quentin Brouard-Sala

► **To cite this version:**

Pierre Bergel, Quentin Brouard-Sala. Prendre et apprendre d'une recherche-action financée par le ministère de la Transition écologique. Vue intérieure sur une recherche-action POPSU menée à Caumont-sur-Aure (Calvados). CIST2023 - Apprendre des territoires / Enseigner les territoires, Collège international des sciences territoriales (CIST), Nov 2023, Aubervilliers, Campus Condorcet, centre des Colloques, France. pp.173-175. hal-04390512

HAL Id: hal-04390512

<https://hal.science/hal-04390512>

Submitted on 12 Jan 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - ShareAlike 4.0 International License

Prendre et apprendre d'une recherche-action financée par le ministère de la Transition écologique. Vue intérieure sur une recherche-action POPSU menée à Caumont-sur-Aure (Calvados)

AUTEURS

Pierre BERGEL,
Quentin BROUARD-SALA

RÉSUMÉ

Caumont-sur-Aure est une petite ville située dans le sud du Calvados (14). Financée par le POPSU, une recherche-action s'y est déroulée entre mai 2021 et septembre 2022. Elle s'inscrit dans un dispositif de revitalisation du centre bourg (programme PVD « Petites villes de demain »). Un tel dispositif est tentant pour le géographe, intéressé aux expériences *in vivo* de transformation de l'espace. Il pose toutefois des questions en termes de méthodologie, de déontologie et de production scientifique. Méthodologiquement, sommes-nous parvenus à coconstruire un projet d'aménagement ou n'avons-nous fait que légitimer des opérations déjà décidées, des « coups partis » ? L'insertion de la recherche dans des circuits institutionnels n'invalide-t-elle pas ses résultats ? Menée simultanément, une comparaison avec deux autres petites villes PVD également membres de l'intercommunalité a confirmé la validité des résultats. Elle a également eu pour effet d'équilibrer les relations avec les partenaires institutionnels.

MOTS CLÉS

recherche-action participative, petite ville, géopolitique locale, comparaison

RESUMEN

Caumont-sur-Aure es una pequeña ciudad situada en el sur del Calvados (Francia). Financiado por el POPSU, un proyecto de investigación-acción se ha hecho entre de mayo de 2021 y septiembre de 2022. Esta investigación encaja un dispositivo de revitalización del centro histórico (programa *Pequeñas Ciudades de Mañana*). Se trata de un dispositivo atractivo para el geógrafo, interesado por las experiencias *in vivo* de transformación del espacio. Sin embargo, plantea cuestiones de metodología, deontología y producción científica. ¿Metodológicamente, logramos la co-construcción del proyecto de desarrollo urbano o participamos a la legitimación del anteproyecto? ¿Nuestra inserción en los circuitos institucionales no revoca la producción científica éticamente? Por fin, la validación de los resultados está confirmada a través de una comparación con otras dos ciudades del establecimiento intermunicipal; también ha equilibrado las relaciones entre los socios institucionales.

PALABRAS CLAVES

Investigación-acción participada, pequeña ciudad, geopolítica local, comparación

Caumont-sur-Aure est une commune nouvelle d'environ 2 400 habitants, située dans le sud du département du Calvados. Financée par le POPSU¹ et menée par les deux auteurs, une recherche-action s'y est déroulée entre mai 2021 et septembre 2022. Cette recherche s'inscrit dans un dispositif de revitalisation du centre-bourg (programme PVD « Petites villes de demain »). Actuellement en rénovation, une école inutilisée regroupera le centre de vie sociale, la maison France services, la médiathèque, une micro-fole², un FabLab, un local ADOS, un relais petite enfance, un lieu d'accueil parents-enfants et une garderie scolaire. La future place sur laquelle elle s'insère accueillera quant à elle le marché hebdomadaire, ainsi qu'un lieu de détente pour les enfants comme pour les adultes.

Commencée en mai 2021, cette recherche-action a nécessité une immersion sur place afin d'appréhender les conditions de vie et les besoins des habitants, ainsi que de ceux qui fréquentent le bourg. Caumont se situant dans ce que Julian Mischi (2015) appelle les « campagnes populaires », il s'agissait également de prendre en compte la diversité des profils sociaux afin que les équipements projetés deviennent socialement inclusifs, surtout pour les catégories les plus fragiles. En outre, une enquête spécifique s'est penchée sur les populations vieillissantes et sur leurs besoins, afin que les nouveaux équipements soient également profitables aux populations âgées, souvent isolées et peu mobiles. L'objectif a finalement été de coproduire un « récit territorial » (Bouba-Olga, 2019) scénographiant la vie future de l'ensemble des habitants et des usagers de la commune nouvelle.

1 Le POPSU (Plateforme d'observation des projets et stratégies urbaines) est un programme de recherche piloté par le PUCA (Plan urbain construction et architecture), qui dépend du ministère de la Transition écologique. Au gré d'appels réguliers, il vise à explorer des questions vives d'aménagement en croisant les savoirs universitaires et l'action de terrain des élus locaux ou des techniciens des collectivités. La présente recherche a été financée dans le cadre d'un appel à projets de recherche-action ouvert entre juillet et septembre 2020.

2 Proposé par l'établissement public de La Villette, les micro-folies consistent en un musée numérique alimenté par douze établissements culturels nationaux. Pour y accéder il est préalablement nécessaire d'équiper un local avec du matériel numérique (tablettes, par exemple) et un système de projection de bonne qualité. Disponible par abonnement, des images artistiques très variées (peinture, sculpture, captation de spectacles, etc.) captées en haute définition peuvent alors être diffusées pour un visionnage individuel ou collectif. Ne pouvant remplacer la fréquentation directe, le dispositif de la micro-fole permet toutefois une prise de contact avec le monde des arts, particulièrement pour les jeunes publics éloignés des lieux culturels.

Mettant en contact la recherche académique avec une démarche d'aménagement, une recherche-action est tentante pour le géographe, intéressé par nature aux expériences *in vivo* de transformation de l'espace. Un tel dispositif pose toutefois des questions en termes de méthodologie, de déontologie et de production scientifique, trois entrées qui organiseront le plan de cet exposé.

LA RECHERCHE-ACTION EN MÉTHODE :

COCONSTRUIRE UN PROJET D'AMÉNAGEMENT OU LÉGITIMER LES « COUPS PARTIS » ?

Comment des chercheurs universitaires peuvent-ils déployer leurs spécificités problématiques et méthodologiques alors que les décisions d'aménagement sont partiellement prises et que les financements sont déjà mobilisés ? Comment coconstruire une démarche d'aménagement avec les habitants et les usagers d'un centre-bourg alors que l'équipe municipale a rendu publique une stratégie qui l'engage vis-à-vis de ses électeurs ? Nous tenterons de répondre à ces questions dans une première partie réflexive concernant les méthodes de participation mobilisées par les recherches-actions (Luxembourg, 2019).

Comme mentionné en introduction, des aménagements étaient envisagés et déjà financés au moment où débute la recherche-action. Cette dernière s'est donc construite par la multiplication de méthodes permettant, de proche en proche (Blanchet & Gotman, 2007), d'atteindre différents groupes de personnes visibles dans l'espace public (commerçants par exemple), impliqués dans l'équipe municipale, dans des associations ou des entreprises locales. Aidés par un appel à manifestations d'intérêt diffusé par la mairie, c'est en tissant des liens avec la population que nous avons pu accroître le nombre des participants aux différents débats et *focus groups*. Élargissant le cercle des enquêtés, nous avons progressivement constitué un échantillon de plus en plus représentatif, transmis à l'équipe intercommunale PVD et au bureau d'études CERESA, en charge de l'élaboration d'un plan-guide coordonnant les différentes opérations d'aménagement.

C'est à partir de ces éléments de diagnostic et de ces propositions que nous avons proposé des directives d'aménagements plus détaillées. D'une proposition large d'aménagement de la future place, nous sommes ainsi parvenus à formaliser les souhaits des personnes ayant participé à la recherche-action : installation de jeux multigénérationnels, déplacement du marché de plein vent, essai d'un marché de producteurs, etc. Une bonne partie de ces éléments a été reprise dans le plan-guide, validé par les élus. Cependant, des limites apparaissent. Nous n'avons pas réussi à donner une diversité suffisamment large à notre échantillon, excluant de fait les plus modestes. Ce faisant, nous nous sommes confrontés à une limite classique dans les projets participatifs de rénovation / revitalisation (Carrel, 2013 ; Desponds *et al.*, 2014). Une seconde limite concerne la sélection par la mairie des propositions émanant des habitants. Ce sont celles qui « arrangeaient » l'équipe municipale qui ont été finalement retenues.

LA DÉONTOLOGIE DE LA RECHERCHE-ACTION :

S'INSÉRER DANS LES CIRCUITS INSTITUTIONNELS OU OUVRIR DES POSSIBLES ?

Quelle est la validité scientifique d'une recherche-action commandée par le ministère de la Transition écologique ? Sur le terrain, le ministère est présent à un échelon central, par le biais du POPSU, financeur de recherche, qui l'insère dans un cadre national normalisé. Il est également actif par ses échelons décentralisés (services de la direction départementale des Territoires / DDTM et réseau des correspondants territoriaux). Dans un tel contexte, comment le chercheur peut-il mettre à distance les doctrines ministérielles pour laisser parler les habitants et les usagers ordinaires ? Comment utiliser ces paroles pour construire des possibles qui aiguïseront ces doctrines ou, peut-être, les remettront en cause ?

En filigrane des réponses à ces questions, apparaît toute une géopolitique locale (Subra, 2016) structurant les relations entre un centre ministériel et ses services déconcentrés, entre les élus et techniciens locaux (communaux ou intercommunaux). À ces acteurs, classiques dans une configuration géopolitique d'aménagement (*ibid.*), nous nous sommes ajoutés en tant que chercheurs. Nous avons donc dû composer avec des cadres nationaux de recherche (POPSU) et des cadres locaux d'aménagement du territoire (DDTM, PVD, élus municipaux et délégués communautaires), tout en prenant en compte les souhaits du maire de Caumont, celui des autres élus et parfois, l'avis des techniciens territoriaux³.

La recherche-action doit « faire avec » l'ensemble de ces éléments tout en respectant les exigences scientifiques d'une investigation en sciences sociales. Il s'agit donc d'une affaire déontologique de respect de la parole des enquêtés et d'intégrité scientifique, qui doit se déployer en prenant toutefois en compte les contraintes administratives et politiques.

LES RÉSULTATS DE LA RECHERCHE-ACTION : COMPARER ET CHANGER D'ÉCHELLE POUR VALIDER ?

Comment faire participer les élus locaux au processus sans pour autant être à leur service ? Comment leur transmettre des idées neuves, issues du croisement entre parole habitante et expertise scientifique ?

Pour gagner en efficacité, il a été décidé d'élargir à l'intercommunalité la recherche engagée à Caumont, puisque deux autres petites villes y sont également lauréates du programme PVD (Villers-Bocage et les Monts d'Aunay). Il a été convenu avec les élus de ces deux communes que des étudiants de master y travailleraient sur un atelier annuel durant l'année universitaire 2021-2022. Ce dispositif complémentaire a permis d'intégrer les deux autres pôles de l'intercommunalité et, ainsi, d'équilibrer les relations entre les élus des trois communes, le président de l'intercommunalité et les acteurs étatiques. Le travail des

³ Baptisé *Co-construire un programme local d'inclusion sociale et générationnelle*, la réponse à l'appel d'offres POPSU a été conjointement élaborée par des chercheurs de l'unité de recherche ESO (Espaces et sociétés, UMR CNRS 6590), un cadre de la DDTM du Calvados et un agent de la communauté de communes Pré-Bocage Intercom. L'existence de relations antérieures avec ces deux personnes a permis d'envisager une réponse collective permettant néanmoins à chacune des parties prenantes de rester à sa place. Au cours de la recherche, deux correspondants locaux de la DDTM ont en outre participé à l'animation d'entretiens et d'ateliers, apportant leur expertise et leur éclairage au moment de l'analyse.

étudiants a également permis de déplacer la réflexion vers l'échelle intercommunale, en travaillant sur la complémentarité des trois programmes PVD.

Entretiens, groupes de discussions, questionnaires nous ont permis d'identifier les pratiques, les parcours, les besoins, les aspirations des populations qui habitent ou utilisent ces trois petites villes. Dans l'objectif de renforcer leur inclusion sociale et générationnelle, nous avons fait part de l'ensemble de ces résultats aux techniciens et élus municipaux, ainsi qu'aux délégués intercommunaux afin que l'ensemble des acteurs puisse les prendre en compte. Cette troisième strate du jeu d'acteurs paraît d'autant plus importante à concrétiser que les personnes engagées dans une démarche participative peuvent éprouver une certaine désillusion dans le cas où leur avis est négligé (Blondiaux, 2001).

Nous avons proposé des points d'étapes réguliers aux techniciens et aux élus des trois bourgs PVD. Les techniciens territoriaux apparaissent comme une première strate, déterminante pour que les résultats de recherche en cours d'élaboration soient transmis et appropriés par les élus. Par un heureux concours de circonstances et au gré d'affinités respectives, la cheffe de projet PVD recrutée par l'intercommunalité s'est efficacement trouvée au cœur de nos échanges. Elle a usé de sa persuasion pour que les avis exprimés lors des démarches participatives soient pris en compte dans les décisions finales.

Il s'est également agi de transmettre les méthodes de la participation afin que ces dernières puissent survivre à notre passage, forcément bref. Il semble en effet important que les démarches participatives restent pérennes et qu'elles s'inscrivent dans un temps plus long que celui de la recherche POPSU, forcément circonscrit. Nous avons donc formé la cheffe de projet à quelques méthodes, notamment à l'utilisation d'une carte participative mise en ligne. Après validation par le maire, cette carte sera utilisée tout au long de la période des travaux à Caumont. Des signaux favorables nous autorisent par ailleurs à penser que cet outil sera également utilisé à Villers-Bocage et aux Monts d'Aunay.

Pour les élus, la prise en compte des propositions émanant de la participation s'est opérée en deux temps. Proposés par des chercheurs ou des étudiants, les résultats des trois diagnostics et des enquêtes ont d'abord conforté les élus dans leurs intuitions initiales (octobre 2021-janvier 2022). À ce moment du processus, il s'agissait pour eux d'avoir « de la matière » afin de légitimer des choix effectués *ex ante*. Les périodes de restitution concernant cette première période ont été appréciées par les élus car elles les ont confortés dans leurs positionnements. Dans un deuxième temps, il s'est agi de formaliser les propositions émanant des habitants ou des étudiants (février-septembre 2022) ; des adaptations ont été consenties par les élus mais, globalement, les propositions ont été retenues lorsqu'elles confortaient leur démarche. Toutefois, quelques propositions inédites ont pu être prises en compte, sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale de la stratégie posée avant notre arrivée sur place. S'ils bénéficient d'un contexte favorable et s'ils parviennent à se faire reconnaître dans le jeu local des acteurs, les enseignants-chercheurs universitaires peuvent ainsi avoir du poids dans un processus de concertation, pour appuyer et relayer les discours, pratiques et volontés des habitants ou des usagers de la ville. Cependant, la démocratie représentative impose que les visions des élus et celles de l'État restent prépondérantes en dernière instance, au risque de laisser de côté une part de la parole habitante.

RÉFÉRENCES

- Blanchet A., Gotman A., 2007, *L'enquête et ses méthodes. L'entretien*, Paris, Armand Colin.
- Blondiaux L., 2001, « Démocratie locale et participation citoyenne : la promesse et le piège », *Mouvements*, 18(5), p. 44-51 [doi.org/10.3917/mouv.018.0044].
- Bouba-Olga O., 2019, *Pour un nouveau récit territorial*, Paris, PUCA.
- Carrel M., 2013, *Faire participer les habitants ? Citoyenneté et pouvoir d'agir dans les quartiers populaires*, Lyon, ENS éd.
- Desponds D., Auclair A., Bergel P., Bertucci M.-M., 2014, *Les habitants acteurs de la rénovation urbaine ?*, Rennes, PUR.
- Luxembourg C., 2019, *Habiter aux intersections*, HDR, Université d'Artois.
- Mischi J., 2015, « Le bourg, l'atelier et le syndicat. Enquête sur le versant ouvrier des campagnes », *Mouvements*, 2015/4, p. 56-63.
- Subra P., 2016, *Géopolitique locale. Territoires, acteurs, conflits*, Paris, Armand Colin.

LES AUTEURS

Pierre Bergel
Université Caen Normandie – ESO
pierre.bergel@unicaen.fr

Quentin Brouard-Sala
Université d'Angers – ESO
quentin.brouard-sala@univ-angers.fr